

UN BUDGET 2025 AU SERVICE DU PATRONAT ET DES PLUS RICHES

Des dizaines de milliards d'économie sur le dos des travailleurs, voici ce qui semble être la seule feuille de route de Bayrou et de son « nouveau » gouvernement. Toujours le même leitmotiv depuis des mois : la dette, la dette, la dette. Tout doit donc y passer : retraite, services publics, éducation, recherche, sécurité sociale etc.

La dette, un outil massue pour poursuivre la casse de nos acquis

Pourtant, rappelons quelques réalités. **C'est Macron en 7 ans qui a fait passer la dette publique de la France de 2 200 à plus de 3 200 milliards d'euros, soit 1 000 milliards quasiment exclusivement passés dans les caisses du patronat.** Cette dette est détenue en grande partie par des entreprises en particulier françaises, et constitue donc une méthode d'enrichissement des classes les plus riches de la population, sur le dos des travailleurs.

Au moment où nous devons nous serrer la ceinture, les plus riches s'enrichissent à une vitesse vertigineuse. **En 2017 à l'arrivée au pouvoir de Macron les 500 premières fortunes françaises cumulaient un peu moins de 600Mds d'euros de patrimoine, aujourd'hui ils en sont à plus de 1200Mds.**

Sur le sujet des retraites, la ficelle est grosse

Pour enfumer le débat pendant les mois à venir, Bayrou a annoncé un « conclave » sur les retraites avec des termes clairs : soit le patronat et les syndicats se mettent d'accord sur une nouvelle réforme, soit c'est la réforme existante qui s'appliquera. **Mais qui peut être dupe d'une telle entourloupe ?**

C'est dans ces conditions que le MEDEF et la CFTD ressortent déjà des cartons la retraite par points,



mise en échec par la grève reconductible de 2019/2020 et l'allongement de la durée de cotisation (qui atteint pourtant déjà 43 annuités !), dispositif scélérat qui oblige à la fois les salariés à travailler plus longtemps et qui fait diminuer leurs pensions.

Nous le disons très clairement, les travailleurs n'ont rien à attendre de ces effets d'annonces !

Aucune crédibilité ne doit être donnée à cette mascarade. C'est par la construction d'un rapport de force que nous pourrions obtenir l'abrogation de la réforme Macron des retraites et obtenir des avancées.

La période politique le prouve une nouvelle fois, ce système économique et politique ne peut en rien permettre la réponse aux besoins des travailleurs du pays. La dette publique a été creusée pour et par le patronat, à lui de la rembourser. Il est hors de question de devoir une nouvelle fois se serrer la ceinture pour continuer d'enrichir ceux qui ne savent déjà plus quoi faire de leurs milliards. C'est par le rapport de force dans les quartiers, dans les entreprises que nous gagnerons des avancées sociales, à commencer par la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisation.

Pour tout cela l'organisation est essentielle. Jeunes, chômeurs, travailleurs du public et du privé, retraités, organisez-vous. Adhérez au Parti communiste français en Haute-Savoie !

Dans le cadre de leurs conférences tenues pendant tout l'automne 2024, les communistes du PCF ont décidé de mener une campagne en faveur de nos services publics et de notre industrie en vue de redresser notre économie et de répondre aux besoins réels. Cela passe aussi par une opposition acharnée contre tous les plans de licenciements, de fermeture et/ou de délocalisations d'entreprises.

Les communistes du PCF Chablais se sont déjà investis pour le cas de l'établissement de Thalès à Thonon.

L'avenir du site de Thalès de Thonon est actuellement menacé. Des rencontres ont eu lieu avec les représentants des syndicats CGT et CFE-CGC. Cet automne, nous avons proposé aux élus et mandatés CGT de nous préparer une question ouverte au gouvernement que nous avons ensuite transmise à Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE-K au Sénat et aux conseillers régionaux communistes d'Auvergne-Rhône Alpes (AURA) - voir le contenu de cette question ouverte sur le site de la fédération.

Si pour l'instant la situation politique nationale dans notre pays met malheureusement de côté un ensemble de sujets de plus ou moins d'importance, nous nous engageons à relancer au plus vite nos élus nationaux et régionaux pour que ce sujet soit rapidement à l'ordre du jour.

Des pistes à examiner très sérieusement

Le haut niveau de technicité des salariés de Thalès Thonon mérite l'attention de tous et nous devons tout faire pour préserver ce site en trouvant de nouvelles activités comme par exemple la production des équipements médicaux de Flash Therapy pour traiter les cancers (lien avec l'Institut Curie).

Il nous semble nécessaire d'examiner l'opportunité que ce site puisse produire des amplificateurs de puissance à l'état solide (SSPA en anglais) en trouvant un partenaire style STM-Electronics : cette technologie SSPA déjà ancienne a été plus ou moins volontairement délaissée par le groupe Thalès, mettant le site de Thonon en difficulté depuis plusieurs années.



Les liens avec le CERN (équipement pour le LHC) et le CEA (projet ITER de fusion nucléaire) sont à renforcer. Même si ce projet du CERN n'est qu'à l'étude et que le besoin des équipements électroniques ne serait prévu que pour 2040, il faut dès à présent réfléchir comment le site de Thalès Thonon peut être impliqué en cas de construction du grand collisionneur circulaire.

Si l'UE confirme son projet de constellation de satellites en orbite basse pour un système de télécommunications Internet, il importe aussi de batailler pour que le site de Thalès à Thonon soit désigné comme fournisseur des amplificateurs de puissance terrestres et embarqués de ce système.

Enfin, il y a des axes de diversification à trouver dans d'autres secteurs que ceux couverts habituellement par le site de Thonon.

Après l'annonce de la fermeture de Bosch ou de Poppe Potthof dans la vallée de l'Arve, le cas de Thalès montre bien à quel point notre industrie est bradée malgré tout ce que peut raconter Macron. Ici comme partout en France, nous voyons que le capitalisme dans sa recherche permanente du profit maximum est prêt à brader notre industrie. Communistes, notre priorité est la pérennisation de l'emploi et la réponse aux besoins.

Salariés de Thalès Thonon, salariés de l'industrie de Haute-Savoie, rejoignez le Parti communiste français de Haute-Savoie pour la défense de notre industrie.

MOBILISATION DES POSTIERS À RUMILLY CONTRE LA CASSE DU SERVICE PUBLIC POSTAL

SERVICES PUBLICS

Depuis plus de 20 ans, les services de distribution postale sont réorganisés tous les deux ans. A chaque fois, ce sont des tournées de facteur en moins, Près de 78 000 suppressions d'emplois depuis 2013. Le service de proximité qui est une des pierres angulaires du service public se dégrade fortement, disparitions de nombreuses boîtes jaunes et 13 000 bureaux de poste de plein exercice supprimés en 24 ans.

Précarité, souffrance au travail, suicides accompagnent la privatisation de l'entreprise et donc la marchandisation des produits postaux et des quelques 170 000 agents restants dont 23 000 intérimaires.

De l'administration d'état à l'EPIC (établissement public d'intérêt économique et commercial) au début des années 90 au passage à la SA (société anonyme) aujourd'hui, La Poste et ses plus de 600 filiales à l'international ne jurent que par les chiffres et ses objectifs de rentabilité.

A qui profitent ses quelques 6,5 milliards d'euros de bénéfices réalisés ces quatre dernières années ?

Il est 7h15, la ville s'éveille et les facteurs sont au turbin. Les conteneurs de colis et autres produits postaux mélangés depuis la fermeture du centre de tri de Cran-Gevrier arrivent dans les camions des sous-traitants.

Certains sont sur le chantier colis et les affectent sur la tournée correspondante pendant que d'autres trient le courrier ou encore retraitent les petits conteneurs de produits mélangés du chantier « ouverture » afin de les redispacher sur le chantier adéquat.

Les 33 minutes prévues par la direction pour ces travaux collectifs se transforment la plupart du temps en 45 minutes voire une heure ou encore davantage. Autant de temps qui repousse l'heure de départ en tournée.

Il est 9h30, 10h00, on part en tournée, certains ayant pris leur pause de 20 minutes d'autres non.

L'angoisse des aiguilles de la montre qui tourne de plus en plus vite nous pousse même trop souvent à prendre des risques et à devoir choisir de ne pas servir certains au profit d'autres, et de pratiquer au-delà des prescrits afin de terminer le moins tard possible.

Que faire quand l'heure de fin approche, 14h15 et qu'il reste encore un long chemin vers la liberté ? Celle du droit à la déconnexion, à se restaurer... profiter de la vie.

Les agents du centre de distribution de Rumilly qui depuis plus de quinze ans ravalent leur souffrance ont enfin choisi.



Depuis le 12 décembre dernier, grâce à la CGT FAPT 74 qui a déposé un préavis de grève illimitée, les factrices et facteurs se retrouvent chaque matin à 7h00 sur le piquet de grève. Ils refont le monde, partagent, débattent, apprennent à se connaître, sortent la tête du guidon, découvrent qu'ensemble il est plus facile d'avancer, que l'humanité est bien plus forte que la mise en concurrence des uns contre les autres, que le travail n'a de sens que si nous le maîtrisons et en sommes les décideurs.

Nous avons semé pour qu'un jour nous puissions récolter ce que nous voulons.

« Fin du moi, débout du nous »

NON AUX 7 HEURES DE TRAVAIL GRATUITES !

Déjà 20 ans de «journées de solidarité» avec le patronat, ça suffit !

Défendue par le Sénat et par plusieurs ministres, l'idée d'une nouvelle «journée de solidarité» sous la forme de 7h de travail gratuit est de nouveau sur la table.

Pourtant, en 2025 cela fait 20 ans que cette soi-disant « journée de solidarité » aura été instaurée par le Gouvernement Raffarin, originellement instituée en lieu et place du lundi de Pentecôte, pour la plus grande joie du patronat.

Pourquoi ? Parce qu'il s'agit de la seule journée où les salariés sont obligés de venir travailler gratuitement pour leur patron (c'est en quelque sorte le rétablissement de la « corvée » qui avait été abolie pendant la Révolution Française). En contrepartie, le patronat doit s'acquitter d'une taxe, la «contribution solidarité autonomie» (CSA), égale à 0,3% de la masse salariale de l'entreprise.

- **Cependant, premier scandale** : 0,3% cela représente bien moins que la valeur d'une journée de travail, mais plutôt 4h49 de travail pour un salarié aux 35h. L'employeur se met donc la différence dans la poche.
- **Deuxième scandale** : dans l'économie capitaliste, le travailleur produit non seulement l'équivalent de son salaire, mais aussi et surtout une plus-value pour le patron. Or cette plus-value n'est aucunement affectée par la CSA. L'employeur se la met donc aussi intégralement dans la poche.

Mais le scandale ne s'arrête pas là !

Cette taxe alimente une caisse, la CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie), qui depuis 2013 (merci Hollande !) est aussi alimentée par une nouvelle taxe (la CASA) assise sur les pensions de retraite, d'invalidité et les préretraites : c'est-à-dire par les prétendus bénéficiaires de cette « journée de solidarité » !!! BRAVO !

Mais encore mieux : à qui profitent ces plus de 50 milliards d'euros extorqués aux salariés en 20 ans ? Aux personnes âgées dépendantes ? Très peu ! Seulement 30% leur est en fait reversé sous forme de l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie (l'APA). Par contre une bonne partie sert en fait à renflouer les caisses (déjà bien grasses) des groupes privés de maisons de retraite ou des entreprises de l'aide à domicile ! C'est donc en bonne partie pour ces gens-là que nous bossons gratuitement un jour par an !

Le travail gratuit porte un nom : l'esclavage ! Plus que jamais nous exigeons l'abolition de cette journée de solidarité avec le patronat !

Hommages

C'est le cœur lourd que la section du Genevois et la Fédération du PCF74 annoncent le décès de nos camarades Jacques Muller et Jean-Pierre Frossard. Nous témoignons de la profonde sympathie des camarades de Jacques et de Jean-Pierre à l'attention de leurs familles, de leurs proches et de leurs amis.



LE PCF EN HAUTE-SAVOIE

Section d'Annecy et bassin annécien

- Mail : pcf74annecy@gmail.com
- Adresse : PCF Annecy, 8 rue Antoine Berthod, 74960 Annecy.

Section du Chablais

- Mail : pcfchablais@gmail.com
- Site : lesgiboulesdemarx.blogspot.com
- Adresse : PCF Chablais, 5 boulevard des Trolliettes, 74200 Thonons-les-Bains

Section du Faucigny

- Mail : pcf Faucigny@orange.fr

Section du Genevois

- Mail : pcfannemassegenevois@gmail.com

POUR NOUS CONTACTER

Mail : journal.allobroges@gmail.com

Site : www.pcf74.fr

Courrier : PCF74, 8 rue Antoine Berthod, 74960 Annecy

LES ALLOBROGES DE HAUTE-SAVOIE

Directeurs de la publication :

Loris Fontana et Jean-Philippe Robert

Téléphone : 04 50 22 33 00